

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1847—1848.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 2.

M. PIRMEZ, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|-----------------------------|--|--|
| 1. | 472. | Par pétition datée d'Ypres, le 20 novembre 1843,
Le sieur Gerste demande une modification au § 16 de l'art. 7 de la loi du 18 mars 1833 sur les barrières. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 2. | 1316. | Par pétition datée de St-Trond, le 17 avril 1845,
Les sieurs Portmans, Goyens et de Hertoghe, fermiers de barrières, demandent qu'il leur soit accordé une indemnité du chef des pertes qu'ils ont subies par suite de l'établissement du chemin de fer. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 3. | 1828. | Par pétition datée de Liège, le 12 décembre 1845.
Le sieur Léonard présente des observations contre la restauration de la partie du palais de justice de Liège dont la démolition est projetée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics. |
| 4. | 2107. | Par pétition datée d'Hekelghem, le 20 février 1846,
Le sieur Vertongen appelle l'attention de la Chambre sur la mise en vente, par le domaine, d'un pavé qui, de la route royale de Bruxelles à Gand, conduisait à l'ancienne abbaye d'Afflighem. — Concl. — Ordre du jour. |

5. 2267. Par pétition datée de Bruxelles, le 1^{er} avril 1846,
Le sieur Surlemont, surveillant de 1^{re} classe temporaire à l'administration des chemins de fer de l'État, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement de ses frais de déplacement et de séjour. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
6. 2276. Par pétition datée d'Herenthals, le 3 février 1846,
Les administrations communales d'Herenthals, Thielien, Lichtaert, Oolen, Oevel, Norderwyck et Morkhoven, prient la Chambre d'accorder à la compagnie Defossés la concession du chemin de fer qu'elle a projeté dans le but de relier l'Escaut au Rhin à Dusseldorf. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
7. 2320. Par pétition datée de Quiévrain, le 29 mai 1846,
L'administration communale de Quiévrain demande le retrait de la disposition en vertu de laquelle les convois sur les chemins de fer et les gardes belges, au lieu de s'échanger à la frontière, sont tenus d'aller jusqu'à Valenciennes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
8. 2343. Par pétition datée d'Appels, le 6 juin 1846,
Les membres de l'administration communale d'Appels présentent des observations contre le projet d'établir un chemin de fer de Bruxelles à Gand par Alost. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
9. 2349. Par pétition datée de Grembergen, le 2 juin 1846,
Les membres de l'administration communale de Grembergen présentent des observations contre le projet d'établir un chemin de fer de Bruxelles à Gand par Alost, et prient la Chambre, si elle décidait la construction d'une nouvelle voie ferrée, d'adopter le tracé de Bruxelles vers Assche et Merchtem sur Termonde. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
10. 2357. Par pétition datée d'Audeghem, le 9 juin 1846,
Les membres de l'administration communale d'Audeghem présentent des observations contre le projet d'établir un chemin de fer de Bruxelles à Gand par Alost, et prient la Chambre, si elle décidait la construction d'une nouvelle voie ferrée, d'adopter le tracé de Bruxelles vers Assche et Merchtem sur Termonde.
Même demande des membres de l'administration communale de Moerzeke et de St-Gilles-lez-Termonde. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

11. 2362. Par pétition datée de Zele, le 8 juin 1846,
Les membres de l'administration communale de Zele
présentent des observations contre le projet d'un chemin
de fer de Gand à Bruxelles par Alost, et prient la Cham-
bre, si elle décidait la construction d'une nouvelle voie
ferrée, d'adopter le tracé de Termonde sur Merchtem,
Assche et Laeken.
Même demande des membres de l'administration com-
munale de Mespelaere, Denderbelle, Baesrode et de
Hamme. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Tra-
vaux Publics.
12. 2369. Par pétition datée de Wieze, le 9 juin 1846,
Les membres de l'administration communale de Wieze
présentent des observations contre le projet d'un chemin
de fer de Bruxelles à Gand par Alost.
Mêmes observations de l'administration communale de
St-Amand. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Tra-
vaux Publics.
13. 2374. Par pétition datée de Berlaere.
Les membres de l'administration communale de Ber-
laere présentent des observations contre le projet d'un
chemin de fer de Bruxelles à Gand par Alost, et prient la
Chambre, si elle décidait d'établir une nouvelle voie fer-
rée, d'adopter le tracé de Bruxelles par Assche et Merch-
tem sur Termonde. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre
des Travaux Publics.
14. 2385. Par pétition datée de Cappelle-au-Bois, le 8 juin 1846,
Les membres du conseil communal de Cappelle-au-
Bois présentent des observations contre le chemin de fer
projeté de Bruxelles à Gand par Alost.
Mêmes observations des membres du conseil commu-
nal de Buggenhout, qui prient, en outre, la Chambre, si
elle décidait une nouvelle voie ferrée, d'adopter le tracé
de Bruxelles par Merchtem sur Termonde. — Concl. —
Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
15. 2432. Par pétition datée de Grammont, le 20 juin 1846,
Les membres de l'administration communale et plu-
sieurs habitants de Grammont, appuyant le projet d'un
chemin de fer de Bruxelles à Gand par Denderleeuw et
Alost, demandent l'exécution du chemin de fer de la val-
lée de la Dendre, qui a été concédé en 1845. — Concl. —
Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

16. 2508. Par pétition datée de Florennes, le 8 août 1846,
Le sieur Baux, secrétaire communal à Florennes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le prompt achèvement de la route concédée de Charleroy à Florennes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
17. 2615. Par pétition datée de Tournay, le 12 novembre 1846,
Le sieur Cauboue demande la suppression d'un accotement sur diverses routes, afin de procurer des ressources au trésor et du travail à la classe ouvrière. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
18. 2688. Par pétition datée de Vilvorde, le 11 décembre 1846,
Plusieurs meuniers et fabricants à Vilvorde prient la Chambre de décider si le fermier de la barrière de Trois-Fontaines, située à moins de 2,500 mètres de leurs usines, peut exiger le droit de barrière sur leurs voitures allant ou revenant de Bruxelles avec des objets nécessaires au service de ces usines. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
19. 2690. Par pétition datée de Beaumont, le 2 décembre 1846,
Les sieurs Blariaux, Heindryckx et autres, demandeurs de la concession d'un embranchement de chemin de fer de Beaumont à la voie d'Erquelines joignant la station de Thuin, réclament l'intervention de la Chambre pour qu'on accomplisse au plus tôt les formalités préalables à la concession. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
20. 2759. Par pétition datée de Schelle, le 18 janvier 1847,
Plusieurs habitants de Schelle, se plaignant du placement d'une barrière dans cette commune, prient la Chambre de fixer le sens de l'art. 3 de la loi du 10 mars 1838 sur la taxe des barrières. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
21. 2822. Par pétition sans date,
Le sieur Dechamps, administrateur de la Société anonyme des charbonnages de Sars-Longchamps, et Bouvy, à St-Vaast, demande que la société concessionnaire du chemin de fer de Manage à Mons ne soit pas autorisée à exécuter les traversées qu'elle projette de faire sur la route de Mariemont à Soignies. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

22. 2823. Par pétition datée d'Ath, le 4 février 1847 ,
Le sieur Bombeke , entrepreneur à Ath , demande une loi qui interdise à tout individu de faire aucune entreprise de travaux publics , sans être préalablement patenté. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
23. 2838. Par pétition datée d'Opprebais , le 5 février 1847 ,
Le conseil communal d'Opprebais demande la mise en adjudication des travaux de la route de Wavre à Huy. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
24. 3010. Par pétition datée de Bruges , le 22 mars 1847 ,
Le sieur Valcke demande une loi qui autorise le Gouvernement à lui vendre une parcelle de terrain située aux abords de la station du chemin de fer à Plasschendaele, et sur laquelle M. le Ministre des Travaux Publics l'a autorisé à construire un bâtiment. — Concl. — Ordre du jour.
25. 3044. Par pétition datée de Hasselt, le 10 avril 1847 ,
Le sieur Corthouts , cultivateur à Hasselt , réclame l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement donne un passage à sa propriété, qui est privée d'un chemin d'exploitation depuis l'établissement de la voie ferrée de St-Trond à Hasselt. — Concl. — Ordre du jour.
26. 3068. Par pétition datée de Bruxelles , le 19 janvier 1847 ,
Le sieur Wouters réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité du chef des pertes qu'il a subies par suite des changements de construction faits à la station du chemin de fer à Malines. — Concl. — Ordre du jour sur la demande d'indemnité.
27. 3128. Par pétition datée de St-Trond , le 30 avril 1847 ,
Plusieurs habitants de St-Trond présentent des observations contre le projet de faire aboutir au faubourg St-Pierre la route de Hannut, et proposent de relier cette route à la rue de Tirlemont. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Travaux Publics.
28. 3159. Par pétition datée de Gingelom, le 4 mai 1847 ,
Le sieur Hennequin demande que le Gouvernement revienne à son premier projet de route de Hannut à St-Trond

par Gingelom, ou qu'au moins il suspende, jusqu'à plus ample information, l'exécution de son arrêté du 10 novembre 1846, relatif au tracé de cette route, et qu'à cet effet il ordonne une enquête. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

29. 3109. Par pétition datée de Santo-Tomas de Guatemala, le 9 septembre 1846,

Les colons de Santo-Tomas de Guatemala demandent que le Gouvernement prenne la direction de la colonie, qu'il leur envoie des ingénieurs pour faire exécuter une route vers l'intérieur du pays, et que des fonds lui soient alloués à cet effet. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

M. TREMOUROUX, 2^{me} rapporteur.

30. 2764. Par pétition datée de Liège, le 26 janvier 1847,

Le général-major pensionné Dollin du Fresnel demande le remboursement des retenues qui ont été opérées sur ses appointements, depuis janvier 1840 jusqu'à la fin de mai 1841. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

31. 2789. Par pétition datée de Philippeville, le 28 janvier 1847,

Le sieur Clément demande le remboursement de la retenue qui a été opérée sur son traitement de capitaine de 1^{re} classe. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

32. 2806. Par pétition datée de Namur, le 1^{er} février 1847,

Le sieur Boucher, colonel pensionné, prie la Chambre de lui faire rembourser le montant des retenues qui ont été opérées sur ses appointements, depuis le mois de janvier 1840 jusqu'à la fin de mai 1841. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

33. 2830. Par pétition datée de Liège, le 5 février 1847,

Le sieur Godart, lieutenant-colonel pensionné, demande le remboursement des retenues qui ont été opérées sur ses appointements, depuis le 1^{er} janvier 1840 jusqu'au 31 octobre 1841. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

34. 2854. Par pétition datée de Jodoigne, le 10 février 1847,
Le sieur Fosser, capitaine pensionné à Jodoigne, demande le remboursement de la retenue qui a été opérée sur son traitement, depuis le 1^{er} janvier 1840 jusqu'au 1^{er} novembre 1841. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
35. 2892. Par pétition datée de Liège, le 21 février 1847,
Le sieur Godenne, lieutenant-colonel pensionné, demande le remboursement des retenues qui ont été opérées sur ses appointements de major. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
36. 2906. Par pétition datée d'Anvers, le 29 décembre 1847,
Le sieur Spinnael, ancien lieutenant, prie la Chambre de statuer sur sa demande tendant à obtenir le remboursement des retenues opérées sur sa solde comme officier d'infanterie de réserve. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
37. 2916. Par pétition datée de Liège, le 24 février 1847,
Le sieur George, major pensionné, demande le remboursement des retenues qui ont été opérées sur ses appointements, à partir du 1^{er} janvier 1840. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
38. 2922. Par pétition datée de Mons, le 1^{er} mars 1847,
Le sieur Dewerchin, capitaine pensionné, demande le remboursement des retenues qui ont été opérées sur ses appointements, depuis le 1^{er} janvier 1840 jusqu'au 9 avril 1841. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
39. 2923. Par pétition datée de Mons, le 1^{er} mars 1847,
Le sieur Gosez, capitaine pensionné, demande le remboursement des retenues qui ont été opérées sur ses appointements, du 1^{er} janvier 1840 au 1^{er} novembre 1841.

Même demande du sieur Dubreucq, capitaine pensionné. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
40. 3088. Par pétition datée de Liège, le 18 avril 1847,
Plusieurs officiers supérieurs en retraite prient la Chambre de statuer sur leur demande, tendant à obtenir le remboursement des retenues opérées sur leurs traitements. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

41. 3315. Par pétition datée d'Anvers , le 10 décembre 1847 ,
Le sieur Dieghens, capitaine pensionné, prie la Chambre de lui faire obtenir le remboursement des retenues opérées sur ses appointements. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
42. 3406. Par pétition datée de Mons , le 12 janvier 1848 ,
Plusieurs officiers pensionnés prient la Chambre de statuer sur leur demande tendant à obtenir le remboursement des retenues qui ont été opérées sur leurs appointements. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
- M. A. DU BUS, 3^{m^e} rapporteur.
43. 694. Par pétition datée de Hasselt, le 25 mai 1846 ,
Le sieur Victorien-Louis Gilon prie la Chambre de statuer sur sa demande tendant à être nommé dans l'administration des accises. — Concl. — Ordre du jour.
44. 2221. Par pétition sans date ,
Le sieur Walgraff, brigadier des douanes à la résidence de Gerkinberg , demande la décoration de l'ordre de Léopold ou son avancement au grade de sous-lieutenant. — Concl. — Ordre du jour.
45. 2245. Par pétition datée de Zwyndrecht , le 4 mai 1846 ,
Plusieurs propriétaires d'arbres abattus à Zwyndrecht, à l'occasion du siège de la citadelle d'Anvers , prient la Chambre de leur faire obtenir l'indemnité qui leur revient de ce chef. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
46. 2652. Par pétition datée de Strée , le 14 décembre 1846 ,
Les employés douaniers de la brigade de Strée prient la Chambre d'améliorer leur position. — Concl. — Ordre du jour.
47. 2712. Par pétition datée de Risquonstout, le 12 janvier 1847 ,
Les sieurs Guille et Marcelis, brigadier et sous-brigadier des douanes, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir la croix de fer. — Concl. — Ordre du jour.
48. 2738. Par pétition datée de Gemmenich , le 19 janvier 1847 ,
Le sieur Dechamps , préposé des douanes à Gemmenich, qui a été fait prisonnier à Louvain , au mois d'août

- 1831, demande la décoration de l'ordre de Léopold. — Concl. — Ordre du jour.
49. 3297. Par pétition datée de West-Capelle, le 10 décembre 1847,
Le sieur Danhaive, sous-lieutenant des douanes à West-Capelle, prie la Chambre de lui faire obtenir la décoration de l'ordre de Léopold. — Concl. — Ordre du jour.
50. 3381. Par pétition de West-Outre, sans date.
Le sieur Coupey, milicien de la levée de 1842, prie la Chambre de lui faire obtenir son congé définitif, et demande que les miliciens, une fois exemptés du service comme étant le soutien de leurs parents, ne soient plus appelés sous les drapeaux. — Concl. — Ordre du jour.
51. 3402. Par pétition datée de Malines, le 8 janvier 1848,
Le sieur Jamotte, détenu chez les frères Célites, à Malines, demande sa mise en liberté. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
52. 3433. Par pétition datée de Thuin, le 10 décembre 1847,
Le sieur Dupont, conseiller communal à Thuin, réclame contre un arrêté de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut, qui divise cette ville en sections, et contre l'élection communale qui a été faite, conformément à cet arrêté. — Concl. — Ordre du jour.
- M. DE DENTERGHEM, 4^me rapporteur.
53. 569. Par pétition datée d'Haeltert, le 11 décembre 1843,
Le sieur de Sadeleer, cultivateur à Haeltert, demande d'augmenter d'un tiers les droits sur les distilleries, afin d'abolir l'impôt de consommation sur les boissons distillées. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
54. 582. Par pétition datée de Morhet, le 7 décembre 1843,
Quelques habitants de la commune de Morhet demandent une augmentation de droits sur les boissons distillées, et le maintien de la loi du 18 mars 1838. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
55. 1752. Par pétition datée d'Ypres, le 17 novembre 1845,
Le sieur Sinave demande un droit provisoire de sortie sur le beurre. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

56. 2102. Par pétition datée d'Overpelt, le 23 février 1846,
Le sieur Poorters, colporteur à Overpelt, demande qu'il soit pris des mesures pour empêcher un genre de fraude en matière de douanes, qui se pratique, au moyen des femmes, sur la frontière du Brabant septentrional. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
57. 2523. Par pétition datée de St^e-Marguerite, le 10 novembre 1846,
Le sieur de Boeck demande l'annulation d'un acte de bail d'une partie de terre située dans le polder St-Liévin, qui appartient à l'église de la commune de St^e-Marguerite. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
58. 2525. Par pétition datée de Namur, le 15 novembre 1846,
Le sieur Matagne, tonnelier à Namur, demande qu'on établisse un droit sur les pompes qui servent à soutirer la bière, et qu'on oblige les propriétaires de maisons à faire construire les lieux d'aisance de manière à ne pas nuire à la salubrité des locataires. — Concl. — Ordre du jour.
59. 2616. Par pétition datée de Liège, le 8 décembre 1846,
Plusieurs habitants de Liège demandent des modifications à la disposition de la loi qui exige l'obtention du grade de docteur en médecine, pour pratiquer en qualité de médecin. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
60. 2665. Par pétition datée de Tessengerloo, le 21 novembre 1846.
Plusieurs habitants de la section Engsberghs, de la commune de Tessengerloo, demandent que ce hameau soit séparé de Tessengerloo pour former une commune distincte. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
61. 2686. Par pétition datée de Namur, le 11 janvier 1847,
Le sieur Metting, marchand boucher à Namur, soumet à la Chambre des mesures qui ont pour but d'améliorer le bétail et de changer le système de culture. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
62. 2765. Par pétition datée de Lessines, le 25 janvier 1847,
Le sieur Lanoy, commissaire de police à Lessines, demande une loi qui fixe le *minimum* du traitement des commissaires de police. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
63. 2894. Par pétition datée de Bruges, le 21 février 1847,
Plusieurs propriétaires à Bruges demandent que les petites propriétés bâties, occupées par la classe ouvrière, jouissent généralement de l'exemption de la contribution

personnelle, accordée par l'art. 27 de la loi du 28 juin 1822 en faveur des maisons d'une valeur locative annuelle moindre de 20 florins. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

M. ZOUDE, 5^{me} rapporteur.

64. 2447. Par pétition datée de Lillo, le 3 juillet 1846,
Le sieur Boureel, capitaine au 3^e régiment de chasseurs à pied, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'avancement auquel son rang d'ancienneté lui donne droit. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
65. 2459. Par pétition datée de Liège, le 8 juillet 1846,
Le capitaine Clément demande à être replacé dans son rang d'ancienneté. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
66. 2460. Par pétition datée de Liège, le 9 juillet 1846,
Le capitaine Clément réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement des arriérés de solde et de fourrages qui lui reviennent en qualité d'ancien major de corps-francs. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
67. 2524. Par pétition datée de Bouillon, le 14 novembre 1846,
Le sieur Perroux, clerc de notaire à Bouillon, prie la Chambre de le relever de la déchéance de la naturalisation qui lui a été accordée, et demande exemption du droit d'enregistrement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
68. 3189. Par pétition datée de Fauquemont, le 7 novembre 1847,
Le sieur de Guasco réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement des frais occasionnés par le retard apporté dans le paiement de ses fournitures de vivres et fourrages, faites à l'armée de la Meuse pendant le 1^{er} trimestre 1831. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre, avec demande d'explications.
69. 3362. Par pétition datée d'Ixelles, le 9 décembre 1847,
Le sieur de Pommier, ancien lieutenant, réclame l'intervention de la Chambre pour être réintégré dans son grade, ou bien pour obtenir six années de solde de son grade depuis 1835 jusqu'en 1841. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
70. 3370. Par pétition sans date,
Plusieurs propriétaires et commerçants de la commune de Heule demandent la révision du système des impôts. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

71. 3372. Par pétition datée d'Anvers, le 23 décembre 1847.
Plusieurs capitaines et seconds de navires de commerce qui, se trouvant en voyage au moment où la naturalisation leur a été conférée, n'ont pu faire, en temps utile, la déclaration prescrite par la loi, demandent à être relevés de la déchéance de la naturalisation. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
72. 3395. Par pétition datée de Tervueren, le 27 décembre 1847,
Le sieur Depage, ancien garde forestier au service de la Société générale, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement des retenues opérées sur ses appointements en faveur de la caisse des pensions. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
73. 3427. Par pétition datée de St-Hubert, le 1^{er} janvier 1848,
Le sieur Henry, géomètre pensionné à St-Hubert, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la liquidation d'une créance à charge de l'État. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
74. 3445. Par pétition datée de Hautes-Wiheries, le 28 décembre 1847,
Le sieur Lerat, ancien employé de l'administration des accises, prie la Chambre de lui faire obtenir les mêmes fonctions. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
75. 3462. Par pétition, sans date,
Plusieurs habitants de Souverain-Wandre présentent des observations contre le morcellement projeté de ce hameau, dans la séparation de quelques hameaux de la commune de Wandre, qui formeraient une commune spéciale. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
76. 3482. Par pétition datée de Wespelaer, le 27 janvier 1848,
Les membres du conseil communal de Wespelaer prient la Chambre de décider si le droit de révoquer les sous-instituteurs appartient au conseil communal, et si les intérêts du prix d'acquisition d'un immeuble devant servir d'école communale peuvent être imputés sur le fonds dont il est parlé à l'art. 20 de la loi sur l'enseignement primaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
77. 3483. Par pétition datée de Chimay, le 25 janvier 1848,
Plusieurs électeurs communaux de Chimay se plaignent de ce qu'un fonctionnaire, recevant un traitement de la commune, fait partie du conseil communal. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.